

APPLICATION 14 p. 306 Comptabilisation des amortissements comptables et fiscaux

Passez, au 31/12/N, toutes les écritures relatives à ce dossier

• Rectification de l'écriture comptable d'achat d'immobilisation

L'immobilisation doit entrer au bilan de l'entreprise à son coût d'acquisition, soit 32 000 € hors taxes ; le comptable a omis de tenir compte de l'acompte déjà versé et a enregistré le net à payer. La TVA est correctement enregistrée. Il faut donc solder le compte d'acompte en ramenant la valeur d'entrée du camion à son montant exact.

2182	Matériel de transport	31/12/N	6 000	
238	Avances et comptes versés sur immob.			6 000

• Calcul des dotations aux amortissements N

Camion Iveco : $(26\ 000 - 5\ 000) \times 25\ %$	5 250,00 €
Voiture Citroën : $(21\ 600 - 800) \times 20\ %$	4 160,00 €
Nouveau camion : $(32\ 000 - 4\ 000) \times 25\ % \times 3/12$	1 750,00 €
Total matériel de transport	11 160,00 €
Ordinateur IPC : $10\ 000 \times 20\ %$	2 000,00 €
Ordinateur IBM : $4\ 000 \times 31,25\ % \times 2/12^{(1)}$	208,00 €
Total matériel informatique	2 208,00 €

(1) On adopte l'amortissement dégressif fiscal, donc un calcul en nombre de mois à compter du mois d'acquisition :

- amortissement fiscal du logiciel : $4\ 000 \times 2/12$	666,67 €
- amortissement comptable du logiciel : $4\ 000 \times 25\ % \times 40/360$	111,11 €
- amortissements dérogatoires :	555,56 €

• Écritures relatives aux dotations aux amortissements de N

6811	Dotations aux amortissements des immob incorp et corporelles	31/12/N	13 479,11	
2805	Amortissements des concessions ... logiciels ...			111,11
28182	Amortissements des matériels de transport			11 160,00
28183	Amortissements des matériels de bureau et info.			2 208,00
	Dotation aux amortissements de l'exercice			
	id			
68725	Dotations aux amortissements dérogatoires		555,56	
145	Amortissements dérogatoires			555,56
	Excédent d'amortissement fiscal sur logiciels			

APPLICATION 15 p. 306 QCM

Répondez par « oui » ou par « non » aux affirmations ci-dessous ou choisissez le résultat exact en donnant toutes explications utiles.

1. L'amortissement concerne les biens dont les avantages économiques qu'il procure sont consommés sur plus d'un exercice.

Oui. Cette affirmation correspond bien à la définition d'une immobilisation amortissable. La consommation des avantages économiques procurés par cette immobilisation sur plusieurs exercices distingue l'élément d'une charge.

2. Les durées d'amortissement à pratiquer doivent répondre aux usages de la profession.

Non. Les durées d'amortissement doivent être fixées par la direction de l'entreprise en fonction des durées d'utilisation des biens qu'elle prévoit.

3. Un brevet possédé par une entreprise lui donne une protection juridique de 10 ans ; l'entreprise compte l'utiliser durant 4 ans ; l'administration fiscale autorise l'amortissement des brevets sur 5 ans. La durée d'amortissement à retenir est de :

☒ 4 ans ☐ 5 ans ☐ 10 ans.

Lorsque plusieurs durées sont possibles au niveau comptable (ici 10 ans ou 4 ans), on retient obligatoirement la plus courte. L'amortissement fiscal ne doit pas guider le choix de la durée s'il ne correspond pas à une durée d'utilisation.

4. La date de début d'amortissement d'un bien est celle de son acquisition.

Non. La date de début d'amortissement est celle à partir de laquelle le bien est en état d'être utilisé.

5. Lorsque les conditions économiques entraînent d'importantes modifications de valeur vénale d'un bien, la valeur résiduelle doit être modifiée.

Non. La valeur résiduelle d'un élément amortissable n'est pas remise en cause une fois qu'elle a été définie.

6. La base amortissable d'une immobilisation incorporelle ou corporelle correspond au prix d'acquisition de celle-ci, diminuée de sa valeur résiduelle, nette de coûts de sortie.

Oui. C'est bien la définition de la base amortissable.

7. L'amortissement linéaire est considéré comme étant représentatif de la consommation des avantages économiques dans le temps, en l'absence d'autres critères.

Oui. En l'absence de critères plus techniques, l'amortissement linéaire est considéré comme étant le plus pertinent.

8. Le taux d'amortissement linéaire d'un bien amortissable en 50 ans est de 2,5 %.

Non. Le taux correspondant à un amortissement sur 50 ans est de $100 / 50 = 2\ %$.

9. La somme des amortissements pratiqués à la fin de la durée d'utilisation d'un bien correspond à son coût d'acquisition ou de production.

Non. Cette affirmation n'est valable que si la base d'amortissement est égale au coût d'acquisition ou de production du bien, donc au cas où il n'existe pas de valeur résiduelle.